

L'Adresse

Toutefois, nous croyons aussi que le gouvernement peut créer d'importants programmes, comme le Service jeunesse, pour redonner de l'espoir et du travail à un certain nombre de jeunes Canadiens. Grâce à ce programme, des milliers de jeunes Canadiens dynamiques accéderont au marché du travail en participant à des projets communautaires et environnementaux fort louables.

Les gouvernements d'un peu partout dans le monde savent que leur main-d'oeuvre doit avant tout posséder une formation solide si elle veut soutenir la concurrence sur le marché mondial.

• (1805)

Nous, libéraux, proposons d'améliorer la formation professionnelle afin de faciliter l'entrée sur le marché du travail. Malgré le taux de chômage élevé, des sociétés en pleine croissance, oeuvrant notamment dans les domaines des télécommunications, de l'information et de la science de l'environnement, ont du mal à combler des milliers de postes, faute de main-d'oeuvre qualifiée. Nous ne pouvons tolérer ainsi le gaspillage de l'énergie, du talent et de l'éducation des milliers de jeunes chômeurs.

Nous collaborerons avec les provinces et le secteur privé pour créer un programme national d'apprentissage. Ce programme servira à établir des normes nationales en matière d'apprentissage et à concevoir de nouveaux programmes pour les secteurs économiques en plein essor. Tous ces programmes sont nécessaires. Il serait intolérable de maintenir le statu quo.

Tout comme le but de la politique économique du Parti libéral est d'assurer la croissance économique du Canada, le but de notre politique sociale est d'assurer le bien-être des Canadiens. Le changement, cette force constante et souvent perturbatrice dans notre société moderne, a rendu lourds et redondants certains éléments de notre filet de sécurité sociale. Le rôle du gouvernement est de concevoir des mesures législatives pertinentes qui répondent aux besoins actuels de la population.

Les planificateurs sociaux, qui font preuve de prévoyance dans la conception des mesures législatives, verront à ce que celles-ci soient modifiées au besoin après un certain temps. Nous, les libéraux, nous sommes engagés à mener une importante étude sur le système de sécurité sociale.

Nous examinerons aussi, avec la collaboration des gouvernements provinciaux et des Canadiens, qui seront consultés, notre régime de soins de santé tant vanté. Le forum national sur la santé sera présidé par le premier ministre, le très honorable Jean Chrétien. Nous, libéraux, assurons aux Canadiens que notre gouvernement continuera de respecter les principes exposés dans la Loi canadienne sur la santé, y compris le rejet de toute forme de ticket modérateur.

L'an dernier, en parcourant la circonscription de Perth—Wellington—Waterloo, ce qui me décourageait le plus, c'était d'entendre les gens, à l'entrée des usines et des exploitations agricoles, dire qu'ils n'attendaient plus rien du gouvernement. Beaucoup d'autres étaient simplement fâchés contre les politi-

ciens qui, selon eux, étaient malhonnêtes ou insensibles à leurs besoins.

Il doit y avoir une bonne raison pour que les Canadiens soient aussi avides d'honnêteté et d'intégrité de la part du gouvernement, pour qu'ils réclament tous justice. Je crois que, pour un trop grand nombre de Canadiens, le rêve canadien est devenu le cauchemar canadien. Ils ont peur de perdre leur emploi, leur filet de sécurité sociale, leur identité culturelle et l'intégrité de leur environnement naturel. Nous, libéraux, avons promis de refaire du gouvernement fédéral du Canada un gouvernement honnête et intègre, et nous devons tenir notre promesse.

En conclusion, nous, libéraux, croyons que l'essence même d'une société civilisée est l'intérêt mutuel, la tolérance et la collaboration. Nous croyons que les Canadiens sont aujourd'hui prêts à se serrer les coudes, à travailler ensemble, à faire des sacrifices dans leur intérêt et dans l'intérêt du Canada.

Nous, libéraux, croyons que la politique du gouvernement exposée dans le discours du Trône trace le chemin que les législateurs et les Canadiens devront suivre pour mener à bien leur mission commune. Il lance un message d'espoir grâce à ses nombreuses initiatives visant à créer de l'emploi et à stimuler l'économie. Il donne le coup d'envoi de réformes qui rendront l'administration gouvernementale plus transparente et responsable. Enfin, il est tourné vers l'avenir puisqu'il établit des structures visant à examiner et à améliorer notre système de sécurité sociale, et c'est exactement ce dont le Canada et les Canadiens ont besoin aujourd'hui.

[Français]

M. Philippe Paré (Louis-Hébert): J'aimerais faire quelques commentaires, monsieur le Président. Le député a commencé son discours en rappelant que le Parti libéral a été élu parce qu'il a présenté aux Canadiens une vision d'espoir. C'est en partie vrai, je pense, mais comme l'espoir ne se manifeste pas d'une façon très claire et transparente dans le discours du Trône, j'ai peur que les Canadiens déchantent assez rapidement.

• (1810)

En effet, dans le discours du Trône, il n'y a pas d'éléments véritablement majeurs. Il y a des projets très généraux, de bonnes intentions y sont alignées, mais il y a peu d'éléments concrets.

Il faut toujours se rappeler que, tant que le gouvernement n'aura pas résolument entrepris de régler toute la question des déficits budgétaires et de la dette, toute reprise économique sera un petit peu artificielle. Le poids de la dette et le poids du déficit sont très lourds pour les entreprises. Une quantité beaucoup trop grande de ressources est drainée vers ce poids absolument épouvantable que constitue la dette.

D'autre part, le député a parlé un peu d'une espèce d'innovation dans le domaine de la technologie. Je pense que c'est important. On a déjà noté dans cette Chambre que l'investissement canadien dans le domaine de la recherche et développement est nettement inférieur à celui d'autres pays. Notre investissement est de l'ordre de 1,40 p. 100 du produit intérieur brut, alors que des pays comme l'Allemagne, le Japon et les États-Unis inves-